

Arrêt

n°298 129 du 4 décembre 2023
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître K. VERSTREPEN
Rotterdamstraat 53
2060 ANTWERPEN

contre:

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 28 février 2023, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à l'annulation de la décision de refus de visa, prise le 31 janvier 2023.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, (dites ci-après : « la Loi »).

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 6 mars 2023 avec la référence X.

Vu la note d'observation et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 12 septembre 2023 convoquant les parties à l'audience du 10 octobre 2023.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M. KIWAKANA *locum tenens* Me K. VERSTREPEN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS *locum tenens* Mes S. MATRAY, C. PIRONT, et L. RAUX, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 5 avril 2022, la partie requérante a introduit une première demande de visa en vue de venir rejoindre son frère et sa belle-sœur. Le 9 juin 2022, la partie défenderesse a rejeté cette demande.

1.2. Le 4 août 2022, la partie requérante a introduit une seconde demande de visa pour les mêmes motifs.

1.3. Le 29 août 2022, la partie défenderesse a pris une décision de refus de visa, il s'agit de la décision attaquée qui est motivée, comme suit :

«Considérant que l'article 45 de l'Arrêté Royal du 08/10/1981 prévoit que le visa d'entrée est délivré lorsque le demandeur a prouvé qu'il relève du champ d'application de la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres ;

Considérant que l'article 2 de cette directive, transcrit à l'article 40bis de la loi belge du 15/12/1980, prévoit, à son point 2, sous c) :

"Aux fins de la présente directive, on entend par :

[...]

2) "membre de la famille" :

[...]

a) le conjoint ;

b) le partenaire avec lequel le citoyen de l'Union a contracté un partenariat enregistré, sur la base de la législation d'un État membre, si, conformément à la législation de l'État membre d'accueil, les partenariats enregistrés sont équivalents au mariage, et dans le respect des conditions prévues par la législation pertinente de l'État membre d'accueil;

c) les descendants directs qui sont âgés de moins de vingt-et-un ans ou qui sont à charge, et les descendants directs du conjoint ou du partenaire tel que visé au point b);

d) les ascendants directs à charge et ceux du conjoint ou du partenaire tel que visé au point b);".

Considérant que l'article 3 de cette directive, transcrit à l'article 47/1 de la loi belge du 15/12/1980, prévoit, à son point 2, sous a) :

" 2) Sans préjudice d'un droit personnel à la libre circulation et au séjour de l'intéressé, l'État membre d'accueil favorise, conformément à sa législation nationale, l'entrée et le séjour des personnes suivantes :

a) tout autre membre de la famille, quelle que soit sa nationalité, qui n'est pas couvert par la définition figurant à l'article 2, point 2), si, dans le pays de provenance, il est à charge ou fait partie du ménage du citoyen de l'Union bénéficiaire du droit de séjour à titre principal, ou lorsque, pour des raisons de santé graves, le citoyen de l'Union doit impérativement et personnellement s'occuper du membre de la famille concerné; "

Considérant que la preuve du lien de parenté n'est pas établie de manière absolue. En effet, le nom du père de la requérante sur son acte de naissance (xxxCxx) n'a pas la même orthographe que le nom du père de l'époux de la citoyenne de l'Union sur son acte de naissance (xxxKxx) ;

Les explications fournies à l'appui de la demande de visa ne peuvent remplacer une attestation officielle.

Considérant par ailleurs que pour démontrer qu'elle est à charge, la requérante apporte les pièces justificatives suivantes :

- Une attestation de non-imposition à la taxe d'habitation*
- Une attestation de non-profession*
- Un certificat de célibat*
- Une lettre explicative concernant l'attestation d'impôts*
- Des preuves de transferts d'argent*

Considérant que pour déterminer si des membres de la famille sont à charge, il convient d'apprécier au cas par cas si, compte tenu de leur situation financière et sociale, ils ont besoin d'un soutien matériel pour subvenir à leurs besoins essentiels dans leur pays d'origine ou le pays d'où ils venaient lorsqu'ils ont demandé à rejoindre le citoyen de l'Union (voir CCE - Arrêt 137.934 du 16.03.2018) ;

Par conséquent, la requérante doit démontrer que le soutien reçu de la citoyenne de l'Union est effectivement nécessaire pour subvenir à ses besoins essentiels. En effet, il n'est pas exclu que le somme d'argent reçues ne soient qu'un soutien familial permettant d'améliorer le niveau de vie.

L'article 198 du Code de la famille marocain indique que le père doit pourvoir à l'entretien de ses enfants jusqu'à leur majorité ou jusqu'à vingt-cinq ans révolus pour ceux qui poursuivent leurs études et que dans tous les cas, la fille ne perd son droit à l'entretien que si elle dispose de ressources propres ou lorsque son entretien incombe à son mari. Or la requérante, qui se déclare célibataire et sans ressources, reste en défaut de démontrer que l'article 198 du code de la famille ne s'applique pas à sa situation. Elle n'apporte aucune information concernant son lieu de résidence, les revenus de son père, etc.

Par conséquent, sur la base des informations disponibles, l'Office des étrangers n'est pas en mesure de se prononcer sur la question de savoir si les transferts présentés constituent un véritable indice de dépendance ou s'ils ont été effectués uniquement en vue d'obtenir le visa demandé ou pour améliorer le niveau de vie de la requérante.

Compte tenu des éléments susmentionnés, le caractère à charge est donc insuffisamment prouvé et la demande de visa est rejetée.

En outre, le refus du visa ne porte pas atteinte au droit à la liberté de circulation de [B-Y A S]. En effet, il ne ressort pas du dossier que le refus d'accorder le visa obligerait la citoyenne de l'Union à quitter l'Union Européenne. De même, nous ne disposons actuellement d'aucune preuve que la citoyenne de l'Union et la requérante forment déjà actuellement une unité familiale (la requérante a toujours vécu au Maroc tandis que, selon nos informations, la citoyenne de l'Union a toujours vécu en Europe). Cette décision ne constitue donc pas non plus une atteinte à la vie familiale du citoyen de l'Union. (...)

Motivation

Références légales: Le visa est refusé sur base de l'article 32 du règlement (CE) N° 810/2009 du

Parlement Européen et du Conseil du 13 juillet 2009 établissant un code communautaire des visas

- (2) L'objet et les conditions du séjour envisagé n'ont pas été justifiés
voir en commentaire»

2. Exposé du moyen d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un unique moyen de " schending van artikel 47/1, 47/2 en artikel 47/3 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna "vreemdelingenwet"), artikel 3 van de Richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden (hierna "Burgerschapsrichtlijn"), schending van het hoorrecht als algemeen beginsel van Unierecht en schending van het redelijkheidsbeginsel, schending van de zorgvuldigheidsplicht en de materiële motiveringsplicht vervat in artikel 62 van de Vreemdelingenwet en artikel 2 en 3 van de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen en als algemeen beginsel van behoorlijk bestuur."

Dans un premier temps, la partie requérante rappelle le contenu des articles 47/1, 2^e et 47/3, § 2, de la Loi. Elle reprend après les motifs de l'acte attaqué et conclut que ceux-ci ne peuvent soutenir la décision attaquée.

Ensuite elle développe ses griefs comme suit : " Ten eerste is het in twijfel trekken van de familiebanden tussen verzoekende partij en haar broer (en dus diens vrouw) volstrekt onredelijk. Verzoekster heeft een geboorteakte voorgelegd waaruit blijkt wie haar beide ouders zijn, en een geboorteakte van de man wiens zus zij beweert te zijn, waaruit blijkt wie zijn beide ouders zijn. Het blijkt om dezelfde ouders te gaan voor wat betreft geboortedatum en hun naam. Dat de transcriptie van de C of K, in het Arabisch dezelfde letter en dezelfde klank, verschilt in de naam van de vader is geen ernstige indicatie dat er twijfel zou zijn over de verwantschap. Er liggen overigens andere bewijzen voor, een familieboekje waarin beide kinderen vermeld worden als zijnde de kinderen van hun overleden vader, een attest van de Marokkaanse overheid waarin wordt verklaard dat zij broer en zus zijn, en een attest waaruit blijkt dat zij op hetzelfde adres, samen met hun moeder gedomicileerd staan in Marokko. Alleszins is er geen enkele twijfel dat zij dezelfde moeder hebben en dus ook in die zin broer en zus zijn. Verwerende partij schendt het redelijkheidsbeginsel en de zorgvuldigheidsplicht.

Ten tweede, voor wat betreft de toepassing van de Marokkaanse familiewet en het beroep dat verzoekster zou moeten doen op haar vader dient er opgemerkt te worden dat verwerende partij dit niet heeft opgeworpen in de eerste weigeringsbeslissing voor verzoekster en verzoekster ook niet heeft verwittigd van dit denkspoor en haar geen kans geboden heeft om er een nuttig antwoord op te formuleren. Verzoekster haar vader is overleden in 1982. Het blijkt duidelijk uit het familieboekje dat verzoekster heeft voorgelegd dat zij en haar broer vermeld staan als de kinderen van een overleden vader, en ook uit het domicilie attest blijkt dat enkel verzoekster, haar moeder en broer op dat adres staan ingeschreven. Had verwerende partij verzoekster op de hoogte gebracht van dit denkspoor, dan had verzoekster ook nog op andere manieren kunnen duidelijk maken dat haar alleenstaande moeder weduwe is en zij en haar broer halve wezen. Volgens vaste rechtspraak van het Hof van Justitie vormt het hoorrecht een algemeen beginsel van Unierecht (HvJ 22 november 2012, C-277/11, M.M., ro. 81-82). Het recht op behoorlijk bestuur en het hoorrecht maken tevens deel uit van de grondrechten die bestanddeel zijn van de rechtsorde van de Unie en die verankerd zijn in het Handvest. Dit hoorrecht dient niet enkel door de instellingen van de Unie te worden erkend, maar aangezien het een algemeen beginsel van het Unierecht betreft, ook door de overheidsinstanties van alle lidstaten wanneer zij beslissingen nemen die binnen de werkingsfeer van het Unierecht vallen, zelfs al schrijft de toepasselijke regelgeving een dergelijke formaliteit niet expliciet voor (Zie artikel 51 van het Handvest en de toelichtingen bij het Handvest van de grondrechten Pb.C. 14 december 2007, afl. 303; Zie ook HvJ 18 december 2008, C-349/07, Sopropé, ro. 38 en HvJ 22 november 2012, C-277/11, M.M., ro. 86).

Het hoorrecht kent een algemene toepassing. Het Hof heeft steeds gewezen op het belang van het recht om te worden gehoord en op de zeer ruime strekking ervan in de rechtsorde van de Unie. Vaste rechtspraak van het Hof stelt dan ook dat dit hoorrecht van toepassing is in iedere procedure die tot een bezwarend besluit kan leiden, d.i. een besluit dat de belangen van de betrokken persoon ongunstig kan beïnvloeden (HvJ 22 november 2012, C-277/11, M.M., ro. 85 en de daar aangehaalde rechtspraak).

Het Hof van Justitie heeft in onder meer de arresten Mukarubega en H.N. heeft bepaald dat het recht op behoorlijk bestuur “integraal deel uitmaakt” casu quo een “afspiegeling vormt van” een algemeen beginsel van het Unierecht. (Zaak C-166/13, Mukarubega [2014], r.o. 45; Zaak C-604/12, H.N. [2014], r.o. 49). Verwerende partij schendt het hoorrecht als algemeen beginsel van Unierecht en ook het zorgvuldigheidsbeginsel Daarnaast is de redenering van verwerende partij met betrekking tot het Marokkaanse familierecht naast de kwestie. Of verzoekster afhankelijk is van haar schoonzus wordt aangetoond door het feit dat zij en haar moeder beiden geen werk hebben en al geruime tijd financieel afhankelijk zijn van de Unieburger schoonzus. Verzoekende partij moet de afhankelijkheid aantonen met stukken van de landen van herkomst, in dit geval stukken of, bij ontstentenis hiervan, kan zij dit aantonen met elk passend middel. “Dit artikel voegt in Titel II van de wet van 15 december 1980 een nieuw hoofdstuk in dat is gewijd aan het verblijf van de “andere” familieleden van een burger van de Unie, waarvan de binnenkomst en het verblijf door de lidstaten dienen te worden vergemakkelijkt, en dit krachtens artikel 3, paragraaf 2 van Richtlijn 2004/38/EG. Er zijn drie categorieën van personen waarvan de binnenkomst en het verblijf volgens het nationale recht moet worden vergemakkelijkt.

Het betreft:

- de partner met wie de burger van de Unie een deugdelijk bewezen duurzame relatie heeft;
 - de familieleden die niet zijn bedoeld in artikel 40bis van de wet van 15 december 1980, die, in het land van herkomst, ten laste zijn van of deel uitmaken van het gezin van de burger van de Unie;
 - de familieleden die niet zijn bedoeld in artikel 40bis van de wet van 15 december 1980, voor wie de burger van de Unie dwingend en persoonlijk zorg moet dragen wegens ernstige gezondheidsproblemen.
- Over deze “andere” familieleden heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie, in zijn arrest Rahman van 5 september 2012, gezegd voor recht: “(...) de wetgever van de Unie heeft een onderscheid aangebracht tussen de familieleden van de burger van de Unie omschreven in artikel 2.2. van Richtlijn 2004/38, die, onder de voorwaarden vermeld in deze richtlijn, een recht van binnenkomst en verblijf genieten in het gastland van die burger, en de andere familieleden bedoeld in artikel 3.2., 1e lid, onder a), van dezelfde richtlijn, van wie de binnenkomst en het verblijf uitsluitend door deze lidstaat moeten worden vergemakkelijkt. (...) uit de indicatief presens “vergemakkelijkt” in dit artikel 3.2. blijkt dat deze bepaling de lidstaten een verplichting oplegt een zeker voordeel toe te kennen, in vergelijking met de aanvragen voor binnenkomst en verblijf van andere onderdanen van derde landen, aan aanvragen ingediend door personen die een speciale band van afhankelijkheid hebben ten opzichte van een burger van de Unie. (...)” <https://www.dekamer.be/FLWB/pdf/53/3239/53K3239001.pdf> Deze bepalingen zetten dus artikel 3 van de Burgerschapsrichtlijn 2004/38/EG van 29 april 2004 om. Veel arresten van het Hof van Justitie om artikel 3.2 van de Burgerschapsrichtlijn te duiden zijn er nog niet. Het belangrijkste tot nu toe is het arrest Rahman, zaak C-83/11. In het arrest Rahman oordeelt het HvJ dat deze bepaling geen recht op binnenkomst en verblijf inhoudt maar lidstaten verplicht binnenkomst en verblijf voor deze categorie personen te ‘vergemakkelijken’: “21 Hoewel artikel 3, lid 2, van richtlijn 2004/38 de lidstaten niet verplicht om een recht van binnenkomst en verblijf toe te kennen aan personen die ten laste van

een burger van de Unie zijnde familieleden in de ruime zin zijn, legt deze bepaling, zoals blijkt uit het gebruik van de tegenwoordige tijd „vergemakkelijkt” in artikel 3, lid 2, de lidstaten evenwel een verplichting op om aanvragen die zijn ingediend door personen die een bijzondere relatie van afhankelijkheid met een burger van de Unie hebben, gunstiger te behandelen dan aanvragen tot binnenkomst en verblijf van andere staatsburgers van derde landen.”

Het Hof benadrukt hoe essentieel een nauwkeurig en geïndividualiseerd onderzoek is: “22 Om deze verplichting na te komen, moeten de lidstaten volgens artikel 3, lid 2, tweede alinea, van richtlijn 2004/38 voor de in lid 2, eerste alinea, genoemde personen voorzien in de mogelijkheid om een beslissing aangaande hun aanvraag te verkrijgen die op een nauwkeurig onderzoek van hun persoonlijke situatie is gebaseerd en, in geval van weigering, is gemotiveerd.” Het Hof legt ook uit wanneer er een situatie van afhankelijkheid dient te bestaan en wijst op de doelstelling van art. 3.2 zoals onderstreept door punt 6 van de considerans. Punt 6 van de considerans duidt de doelstelling van art. 3.2 als ‘de eenheid van het gezin in een verruimde betekenis handhaven’, nagaan of inreis en verblijf aan die groep personen toch niet kan worden toegekend, met als bepalende factor hierin hun relatie met de Unieburger (of andere omstandigheden) zoals het feit dat zijn financieel of lichamelijk van deze afhankelijk zijn.

Het is de afhankelijkheidssituatie die bepalend is, en dit in functie van de bescherming van een verruimde betekenis van gezinseenheid. In zaak C-22/21, van 15 september 2022, SRS, AA tegen Minister for Justice and Equality, van het Hof van Justitie oordeelt het Hof dat de band tussen het andere familielid in kwestie en de derdelander zo moet zijn dat minstens één van hen zou leiden onder de visum of verblijfsweigering, maar dat er niet kan vereist worden dat de band zo is dat de Unieburger bij visum- of verblijfsweigering het onmogelijk gemaakt zou worden om de vrijheid van verkeer uit te oefenen, wat direct ook het laatste argument van verwerende partij weerlegt:“27 Bij de vraag of er sprake is van een dergelijke band is de graad van verwantschap tussen de Unieburger en het andere familielid in kwestie duidelijk een element waar rekening mee moet worden gehouden. Zoals de advocaat-generaal in de punten 40 en 41 van zijn conclusie in wezen heeft aangegeven, moet naargelang de omstandigheden van de zaak niettemin ook worden gekeken naar de hechtheid van de betrokken familierelatie en naar de reciprociteit en de intensiteit van de band. Die band moet van dien aard zijn dat indien het andere familielid in het gastland niet zou kunnen inwonan bij de Unieburger, minstens één van beiden daaronder zou lijden.

28 Het kan evenwel niet worden vereist dat die band zodanig is dat de Unieburger zijn vrijheid van verkeer niet zou uitoefenen indien het andere familielid hem in het gastland niet zou kunnen vergezellen of zich bij hem zou kunnen voegen. Een dergelijk vereiste zou er immers op neerkomen dat het „andere familielid” in de zin van artikel 3, lid 2, eerste alinea, onder a), van richtlijn 2004/38 zou worden gelijkgesteld met de familieleden die uitdrukkelijk worden genoemd in artikel 2, punt 2, van deze richtlijn.” Het Hof van Justitie heeft geoordeeld dat er sprake moet zijn van een reële afhankelijkheid, maar dat het doorslaggevende criterium niet bestaat uit de middelen die ter beschikking staan van de verzoeker (zoals de advocaat-generaal geadviseerd had) maar uit de eigenlijke financiële steun die de verzoeker krijgt van de Unieburger (C-1/05 Jia EU:C:2007:1, paras 35, 42; C-423/12 Reyes EU:C:2014:16, paras 20-21). In paragraaf 21 van het Reyes arrest lezen we: “21 Deze afhankelijkheid vloeit voort uit een feitelijke situatie die wordt gekenmerkt door de omstandigheid dat het familielid materieel wordt gesteund door de burger van de Unie die gebruik heeft gemaakt van zijn verkeersvrijheid, of door diens echtgenoot (arrest Jia, reeds aangehaald, punt 35).” En in het Jia arrest lezen we in paragraaf 35: “35 Uit de rechtspraak van het Hof blijkt dat de hoedanigheid van „ten laste” komend familielid voortvloeit uit een feitelijke situatie, die wordt gekenmerkt door de omstandigheid dat het familielid materieel wordt gesteund door de gemeenschapsonderdaan die gebruik heeft gemaakt van zijn verkeersvrijheid of door diens echtgenoot (zie met betrekking tot artikel 10 van verordening nr. 1612/68, respectievelijk artikel 1 van richtlijn 90/364, arrest Lebon, reeds aangehaald, punt 22, en arrest van 19 oktober 2004, Zu en Chen, C-200/02, Jurispr. blz. I-9925, punt 43).” Het Hof van Justitie geeft aan dat de financiële en sociale omstandigheden van de betrokkenen relevant zijn, maar dat is een lagere bewijsstandaard dan vereisen dat de verzoeker aantonat dat de financiële steun die hij krijgt hem in staat stelt te overleven in zijn land van herkomst. Het Hof van Justitie zegt net dat er geen nood is om de redenen voor de afhankelijkheid aan te tonen, of voor het beroep op steun van het EU familielid (C-423/12 Reyes EU:C:2014:16, para 23): “Daarentegen hoeft niet te worden bepaald waarom er sprake is van afhankelijkheid en dus waarom een beroep wordt gedaan op die ondersteuning. Deze uitlegging vloeit logischerwijs voort uit met name het beginsel dat de bepalingen waarin, zoals in richtlijn 2004/38, het vrije verkeer van de burgers van de Unie – een van de grondslagen van de Unie – verankerd ligt, ruim moeten worden uitgelegd (zie in die zin arrest Jia, reeds aangehaald, punt 36 en aldaar aangehaalde rechtspraak).” In paragraaf 24 wordt verduidelijkt dat het feit dat de Unieburger al geruime tijd financiële steun biedt op zich kan aantonen dat er sprake is van reële afhankelijkheid: “Het feit dat een burger van de Unie, in omstandigheden als die van het hoofdgeding, over een lange periode regelmatig een som geld betaalt aan die bloedverwant in neergaande lijn, die voor hem noodzakelijk is

om in zijn basisbehoeften te voorzien in zijn land van herkomst, kan aantonen dat er sprake is van een situatie van reële afhankelijkheid van die bloedverwant ten opzichte van die burger.” In die omstandigheden is het volgens het Hof niet van belang of de betrokkene heeft geprobeerd werk te vinden, of steun kan krijgen van de overheden, noch of de verzoeker kans maakt om werk te vinden. (C-423/12 Reyes EU:C:2014:16, paras 28, 33). In het arrest Jia, paragraaf 36 geeft het Hof ook aan dat de vraag of een familielid afhankelijk is niet mag afhankelijk gesteld worden van de vraag of er een recht op levensonderhoud van het familielid in kwestie, omdat er anders een situatie zou ontstaan waarbij derdelanders verschillende rechten hebben op hereniging naargelang het recht van hun herkomstland: “36 Het Hof heeft tevens geoordeeld dat de hoedanigheid van ten laste komend familielid niet een recht op levensonderhoud veronderstelt, daar anders de familiehereniging zou afhangen van de nationale wettelijke regelingen, die van staat tot staat verschillen (arrest Lebon, reeds aangehaald, punt 21). Volgens het Hof is niet van belang waarom op die steun een beroep wordt gedaan, en of de betrokkene in staat is om door betaalde arbeid zelf in zijn onderhoud te voorzien. Deze uitlegging vloeit logisch voort uit het beginsel dat de bepalingen waarin het vrije verkeer van werknemers – een van de grondslagen van de Gemeenschap – verankerd ligt, ruim moeten worden uitgelegd (arrest Lebon, punten 22 en 23).” Het is dan ook duidelijk dat verzoekster haar afhankelijkheid concreet dient bekeken te worden, in het licht van de steun die ze effectief krijgt van haar Unieburger familielid, en dat er niet hoort gekeken te worden naar een eventueel recht op onderhoud dat ze t.o.v. een ander familielid of t.o.v. de overheid zou kunnen laten gelden. De voorwaarden die verwerende partij koppelt aan de toepassing van artikel 47/1 Vw. en 47/3 Vw. zijn niet voorzien bij wet zo en vloeien ook niet voort uit de rechtspraak van het Hof van Justitie. Verwerende partij schendt de zorgvuldigheidsplicht, het hoorrecht als algemeen rechtsbeginsel, het redelijkheidsbeginsel, de motiveringsplicht en artt. 47/1 t.e.m. 47/3 van de Vreemdelingenwet.”

3 . Discussion.

3.1. Sur le moyen unique pris, le Conseil entend rappeler que l'obligation de motivation à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'expliquer les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Quant à ce contrôle, le Conseil rappelle en outre que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (cf. dans le même sens: C.E., 6 juil. 2005, n°147.344; C.E., 7 déc. 2001, n°101.624).

Le Conseil relève ensuite que l'acte attaqué a été pris sur la base de l'article 32 du Règlement (CE) n° 810/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 13 juillet 2009 établissant un Code Communautaire des Visas, lequel dispose :

« 1. Sans préjudice de l'article 25, paragraphe 1, le visa est refusé:

- a) si le demandeur :
 - i) présente un document de voyage faux ou falsifié,
 - ii) ne fournit pas de justification quant à l'objet et aux conditions du séjour envisagé,
 - iii) ne fournit pas la preuve qu'il dispose de moyens de subsistance suffisants, tant pour la durée du séjour envisagé que pour le retour dans son pays d'origine ou de résidence, ou pour le transit vers un pays tiers dans lequel son admission est garantie, ou n'est pas en mesure d'acquérir légalement ces moyens,
 - iv) a déjà séjourné sur le territoire des États membres pendant trois mois au cours de la période de six mois en cours, sur la base d'un visa uniforme ou d'un visa à validité territoriale limitée,
 - v) fait l'objet d'un signalement diffusé dans le SIS aux fins d'un refus d'admission,
 - vi) est considéré comme constituant une menace pour l'ordre public, la sécurité intérieure ou la santé publique, au sens de l'article 2, point 19, du code frontières Schengen, ou pour les relations internationales de l'un des États membres, et, en particulier, qu'il a fait l'objet, pour ces mêmes motifs, d'un signalement dans les bases de données nationales des États membres aux fins de non-admission, ou
 - vii) s'il y a lieu, n'apporte pas la preuve qu'il dispose d'une assurance maladie en voyage adéquate et valide;

ou

b) s'il existe des doutes raisonnables sur l'authenticité des documents justificatifs présentés par le demandeur ou sur la véracité de leur contenu, sur la fiabilité des déclarations effectuées par le demandeur ou sur sa volonté de quitter le territoire des États membres avant l'expiration du visa demandé [...] ».

Il ressort de cette disposition que la partie défenderesse dispose d'un large pouvoir d'appréciation à l'égard des demandes qui lui sont soumises. A cet égard, le Conseil rappelle qu'il ne lui appartient pas de substituer sa propre appréciation des faits à celle de l'autorité compétente dès le moment où il ressort du dossier que cette autorité a procédé à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui sont soumis.

Par ailleurs, le Conseil tient à préciser que les conditions telles que prévues dans l'article précité sont cumulatives. Partant, la requérante qui sollicite un visa court séjour doit toutes les remplir et donc le non-respect de l'une d'entre elles permet à la partie défenderesse de justifier valablement et légalement sa décision.

3.4. En l'espèce, force est de constater que la décision attaquée, basée sur l'article 32 du Règlement précité, est fondée sur un motif à savoir : « *L'objet et les conditions du séjour envisagé n'ont pas été justifiés* ». Ce motif est fondé sur deux éléments factuels, d'une part, la partie défenderesse estime que le lien de parenté n'est pas établi et d'autre part, qu'il n'est pas établi que la requérante soit dépendante des transferts présentés ou si ceux-ci ont pour objectif d'améliorer son niveau de vie.

3.5. S'agissant du lien de parenté , la partie défenderesse a motivé : « *Considérant que la preuve du lien de parenté n'est pas établie de manière absolue. En effet, le nom du père de la requérante sur son acte de naissance (xxxCxx) n'a pas la même orthographe que le nom du père de l'époux de la citoyenne de l'Union sur son acte de naissance (xxxKxx) , Les explications fournies à l'appui de la demande de visa ne peuvent remplacer une attestation officielle.* ».

En termes de recours la partie requérante relève que l'acte de naissance produit pour la requérante indique l'identité de ses deux parents et que l'acte de naissance produit pour l'homme dont elle prétend être la sœur, indique également l'identité de ses deux parents. Elle constate qu'il s'agit des mêmes parents en termes de date de naissance et de nom. Le fait que la transcription du C ou du K, la même lettre et le même son en arabe, diffère dans le nom du père n'est pas une indication sérieuse qui permettrait de douter de la parenté. Elle ajoute avoir déposé d'autres preuves, un livret de famille dans lequel les deux enfants sont inscrits comme étant les enfants de leur père décédé, un certificat des autorités marocaines indiquant qu'ils sont frère et sœur, et un certificat indiquant qu'ils sont domiciliés au Maroc à la même adresse, ainsi que leur mère. Elle ajoute qu'en tout état de cause, il ne fait aucun doute qu'ils ont la même mère et qu'ils sont donc frère et sœur dans ce sens également.

Le Conseil constate à l'instar de la partie requérante que les noms du père et de la mère est identique sur les actes de naissance et qu'un autre document officiel émanant de l'état civil confirme le lien de parenté. En tout état de cause, il n'est pas contesté par la partie défenderesse que les intéressés ont la même mère, ce qui suffit en soit à démontrer leur lien de parenté.

3.6. S'agissant de la nécessité du soutien, la partie défenderesse a motivé : « *Considérant par ailleurs que pour démontrer qu'elle est à charge, la requérante apporte les pièces justificatives suivantes :* »

- *Une attestation de non-imposition à la taxe d'habitation*
- *Une attestation de non-profession*
- *Un certificat de célibat*
- *Une lettre explicative concernant l'attestation d'impôts*
- *Des preuves de transferts d'argent*

Considérant que pour déterminer si des membres de la famille sont à charge, il convient d'apprécier au cas par cas si, compte tenu de leur situation financière et sociale, ils ont besoin d'un soutien matériel pour subvenir à leurs besoins essentiels dans leur pays d'origine ou le pays d'où ils venaient lorsqu'ils ont demandé à rejoindre le citoyen de l'Union (voir CCE - Arrêt 137.934 du 16.03.2018) ;

Par conséquent, la requérante doit démontrer que le soutien reçu de la citoyenne de l'Union es effectivement nécessaire pour subvenir à ses besoins essentiels. En effet, il n'est pas exclu que le sommes d'argent reçues ne soient qu'un soutien familial permettant d'améliorer le niveau de vie.

L'article 198 du Code de la famille marocain indique que le père doit pourvoir à l'entretien de ses enfants jusqu'à leur majorité ou jusqu'à vingt-cinq ans révolus pour ceux qui poursuivent leurs études et que dans tous les cas, la fille ne perd son droit à l'entretien que si elle dispose de ressources propres ou lorsque son entretien incombe à son mari. Or la requérante, qui se déclare célibataire et sans ressources, reste en défaut de démontrer que l'article 198 du code de la famille ne s'applique pas à sa situation. Elle n'apporte aucune information concernant son lieu de résidence, les revenus de son père, etc. Par conséquent, sur la base des informations disponibles, l'Office des étrangers n'est pas en mesure de se prononcer sur la question de savoir si les transferts présentés constituent un véritable indice de dépendance ou s'ils ont été effectués uniquement en vue d'obtenir le visa demandé ou pour améliorer le niveau de vie de la requérante. ».

En termes de recours, la partie requérante affirme que son père est décédé en 1982 et que cela ressort clairement du livret de famille qu'elle a déposé.

Le Conseil constate qu'il ressort effectivement d'un document de transmis par AMBABEL le 4 août 2022 à la partie défenderesse qu'une copie du livret de famille apostillé ait été déposé. Cependant aucune copie de ce dernier ne figure au dossier administratif.

Dans ces conditions, au vu des lacunes affectant la composition du dossier administratif fourni par la partie défenderesse, le Conseil ne peut que constater qu'il n'est pas en mesure d'exercer son contrôle de légalité .

Cependant, selon l'article 39/59, § 1er, alinéa 1er, de la Loi, « *Lorsque la partie défenderesse ne transmet pas le dossier administratif dans le délai fixé, les faits cités par la partie requérante sont réputés prouvés, à moins que ces faits soient manifestement inexacts* ». Cette disposition est également applicable lorsque le dossier déposé est incomplet (dans le même sens : C.E., arrêt n° 181 149 du 17 mars 2008). Par conséquent, il y a lieu de conclure que le père de la requérante est décédé et que le développement fondé sur l'article 198 du code de la famille marocain est erroné.

3.7. Les observations de la partie défenderesse ne sont pas de nature à énerver les constats posés.

4. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La décision de refus de visa, prise le 31 janvier 2023, est annulée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 186 euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le quatre décembre deux mille vingt-trois par :

Mme C. DE WREEDE, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme S. DANDOY, greffier assumé,

Le greffier, Le président,

S. DANDOY C. DE WREEDE

